# Informations générales

Email de contact : marie-france.morel@seine-maritime.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 29 juin 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : communauté de communes campagne de caux

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-03-19

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* nom : CC Campagne-de-Caux, SIREN : 247600505, nature : CC
* préfet

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* SCOT
* labellisation Frances-services

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* Contrat enfance jeunesse CAF
* contrat territorial enfance jeunesse
* Convention globale CAF

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* France services
* Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* 1 - un territoire humain qui favorise l’épanouissement
* 1-1 Porter une politique sociale et solidaire à l’échelle du territoire
* 1-2Politique sportive et culturelle : se doter d’équipements adaptés, coordonner les actions, développer et conforter l’offre
* 1-3 développer une politique familiale intercommunale
* 2 - un territoire responsable
* 2-1 préserver notre patrimoine et réaliser des investissements durables
* 2-2 initier une politique environnementale forte, multi-partenariale et transversale
* 2-3 Gagner en performance et améliorer notre qualité de service
* 3-un territoire attractif et accueillant
* 3-1 Maintenir la qualité du cadre de vie
* 3-2 Favoriser le développement économique du territoire et dynamiser l’emploi
* 3-3 Garantir un territoire fonctionnel et adapté aux besoins

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Circuits courts agricoles
* Restauration et alimentation durable
* Pratique agricole durable, agro-écologie
* Espaces publics, espaces verts
* Extension urbaine maîtrisée
* Opération de requalification (friches…)
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Gestion des risques (inondations…)
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Ecologie industrielle et économie collaborative
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Sensibilisation et animation de la transition
* Economie sociale et solidaire
* Emploi et Insertion
* Commerce, artisanat de proximité
* Economie, production et consommation durable
* Efficacité énergétique
* Mobilités douces
* Organisation des déplacements
* Culture et patrimoine
* Sport
* Loisirs
* Usages et inclusion numériques
* Santé et soins
* Tiers Lieux
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Accès à un logement de qualité

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 12

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 70

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* DDTM
* CAF
* DASEN
* nom : CC Campagne-de-Caux, SIREN : 247600505, nature : CC
* Chambre d’Agriculture
* Chambre de Commerce et d’Industrie

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

* Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale : None

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Oui

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : None

Mobilisation d’une ingénierie externe :

* NON

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : 5.91M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 4.09M€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 1.82M€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : - €